

Ntolé Kazadi

L'Afrique francophone peut-elle financer une politique linguistique?

En 1991, je contestais avec véhémence les affirmations de L. S. Senghor, faisant état de la grande importance que certains Etats francophones d'Afrique réservent à la culture, considérée comme facteur majeur de développement dans tous les sens, au point de consacrer le quart, voire le tiers de leur budget annuel „à l'éducation, à la formation et à la culture“.

Convaincu que la promotion des langues africaines – véhicules d'identités et de cultures comme on aime le dire – devait faire partie des objets culturels concernés par cette attention proclamée, j'affirmais pour ma part qu'en dehors de leurs vertus vantées par les discours officiels, ces langues n'ont jamais été considérées comme un secteur suffisamment sérieux pour qu'on lui consacre un budget, une planification et des institutions adéquates. J'estimais surtout que ces Etats, globalement, ne consacrent pas plus de 5% du budget national à la culture.

On peut se demander aujourd'hui s'il ne convient pas de laisser pour le moment en suspens un tel débat. Si, avant de chercher à savoir ce que les pays africains dépensent pour la culture et les langues – et s'ils peuvent bien dépenser quelque chose dans ce domaine – il ne faille pas d'abord tenter d'épuiser la question que nombre d'écrits et de prises de position font encore passer pour fondamentale: celle de savoir si les Etats concernés disposent d'une politique linguistique.

En effet, plusieurs spécialistes affirment l'absence de politiques linguistiques dans les pays africains: les plus pessimistes prétendent que ces pays n'en veulent pas, et les moins pessimistes qu'il s'agit ici de pratique linguistique plutôt de politique linguistique.

Qualifier de manière définitive, souvent péremptoire la situation linguistique dans ces pays aurait été plus aisé si les spécialistes eux-mêmes avaient un entendement univoque, à tout le moins consensuel du concept de politique linguistique. Celle-ci correspond-elle simplement à l'ensemble des pratiques officielles et textes législatifs et réglementaires relatifs à

l'utilisation des langues sur le territoire national? S'agit-il plus généralement de la formulation et de la mise en place des décisions prises en matière d'utilisation des langues? La politique linguistique doit-elle s'entendre uniquement comme un ensemble des choix conscients effectués dans le domaine des rapports entre langue et vie sociale et plus particulièrement entre langue et vie nationale, sans que cela implique nécessairement la mise en application de ces choix? Ou est-elle un simple cadre juridique? Est-elle strictement l'ensemble de mesures tendant à conserver ou modifier la structure interne ou les fonctions sociales des langues? Le but poursuivi est-il de donner un statut aux langues ou de les adapter aux besoins des populations?

Les difficultés théoriques, sur lesquelles il est inutile de s'attarder, s'alourdissent lorsqu'il s'agit de comprendre le concept de politique linguistique par rapport à d'autres qui lui sont connexes, tels que la planification linguistique et l'aménagement linguistique. Politique linguistique et planification linguistique sont-elles en rapport d'interdépendance ou de subordination? Peut-on planifier les langues sans intervention nécessaire de l'Etat, comme cela a été pendant un temps la conception chez les spécialistes américains? Les trois concepts constituent-ils chacun une forme particulière d'intervention linguistique? La politique linguistique est-elle une intervention globale dont les deux autres concepts ne constitueraient que des aspects techniques?

Toutefois, si l'on doit noter l'unanimité des spécialistes sur la nécessaire intervention de l'Etat sur les langues elles-mêmes ou sur leur utilisation, on retire également des différentes définitions les possibilités de considérer que la politique linguistique peut être une entreprise effective ou seulement déclarée, projetée mais non concrétisée, qu'elle ne doit pas être nécessairement cohérente, ni continue ni rigoureuse et qu'elle peut être explicite ou implicite, ratifiée officiellement ou non statuée, mais pratiquée dans les faits.

Il est dès lors probable que la situation actuelle de gestion linguistique dans les pays francophones d'Afrique corresponde à au moins une des définitions du concept.

Par ailleurs, si l'on privilégie l'approche de la politique linguistique comme à la fois l'ensemble des choix effectués et des mesures prises, ainsi que la mise à disposition des moyens (financiers, institutionnels, en matériels et en personnel) pour les rendre opérationnels, il surgit un autre problème, qui fait prendre au jugement négatif sur la gestion linguistique des pays africains des allures quasiment militantes et idéologiques. S'agissant de politique et non d'usages, qui de l'Etat ou du spécialiste est le mieux placé pour définir les besoins et opérer les choix et, surtout, en juger la validité et la pertinence? Existe-t-il des domaines de la vie sans

lesquels il ne peut être question de politique linguistique? Disposons-nous d'un instrument permettant d'évaluer les moyens, même dérisoires, que ces pays mettent à la disposition de la gestion linguistique? On peut ici constater qu'en dépit de l'importance accordée au facteur moyens dans l'approche des politiques linguistiques africaines aucune étude n'ait tenté d'en livrer des données. Existe-t-il un seuil au dessous duquel on peut considérer qu'une politique linguistique n'est pas mise en application?

Concernant la situation proprement dite de la gestion linguistique dans les pays francophones d'Afrique, les critères mais épars permettant de reconnaître l'existence des politiques linguistiques sont incontestablement attestés, à des degrés divers bien entendu.

Nul ne peut nier la prise de conscience – fut-il uniquement dans les discours de responsables – que la langue est un fait culturel et un facteur de développement économique et social. Le choix du français par les jeunes Etats indépendants, sa mention dans les constitutions comme langue officielle procède de cette prise de conscience. La généralisation du français est privilégiée en tant que facteur d'unité nationale, de la modernité et au développement, médium de communication internationale. L'option irréversible pour le modèle de développement technologique et industriel rendaient primordiale la formation des cadres. Le français apparaissait tout naturellement comme le véhicule de connaissances et de savoirs devant permettre d'atteindre des tels objectifs de manière optimale. On peut être en désaccord avec une telle vision, mais on ne peut pas nier qu'elle soit une des manifestations d'une politique linguistique.

De la même manière, la conscience que seules les langues endogènes peuvent permettre aux nombreuses populations analphabètes d'accéder à la vie nationale, et ouvrir leur participation au développement, a conduit au fil du temps les responsables des Etats africains à favoriser ou à laisser se développer l'utilisation de ces langues. Pour les distinguer de toutes les autres, souligner la particularité de leur statut et marquer leur différence avec la langue officielle, il est apparu le concept de langues nationales. Entre le cas extrême des pays comme Madagascar et la Guinée, qui à un moment de leur histoire ont tenté de remplacer le français par les langues locales, et celui des attentistes comme le Gabon, le Cameroun ou la Côte d'Ivoire, il n'existe pas un seul Etat qui n'ait décidé d'utiliser une ou plusieurs langues locales dans l'un ou l'autre domaine pour atteindre cet objectif général d'associer les populations à la vie nationale.

Dans une situation de multilinguisme complexe, la plupart des Etats ont opéré des choix qui aujourd'hui privilégient l'usage d'un nombre restreint des langues locales à côté du français: de ses 52 langues, le Bénin est passé à 19 et finalement à 6 dont il assure la promotion; de sa dizaine de langues la Centrafrique n'en privilégie qu'une seule, le sango; les usages

publics en Côte d'Ivoire retiennent aujourd'hui quatre langues sur plus de 50. Il est des pays où ce choix est global et clairement exprimé. Mais pour certains autres, l'existence d'un choix doit être appréhendée à travers seulement un ou deux secteurs publics. Au Cameroun, par exemple, seule la radio utilise officiellement douze des 239 langues recensées tandis que le Gabon diffuse des émissions radiophoniques dans six langues locales à côté du français.

Concernant justement les domaines d'application d'une politique linguistique, il n'est pas inutile de constater que la tendance générale à focaliser sur le secteur éducatif est de nature à occulter les efforts menés dans d'autres secteurs. Ainsi ne pas avoir de politique linguistique signifie souvent l'absence des langues nationales dans l'enseignement, ou que des mesures et moyens appropriés n'ont pas suivi. Sans chercher à nier le rôle fondamental de l'école dans la formation sociale, on ne peut s'empêcher de souligner le caractère global d'une politique linguistique, en rapport avec l'ensemble des problèmes de communication sociale et actes d'administration. Du reste, on tend à montrer actuellement que l'école ne constitue plus le seul lieu d'apprentissage; ce qui appelle à plus d'ouverture dans l'analyse qu'on peut avoir de la situation en Afrique.

Quoi qu'il en soit, même dans le domaine éducatif, nombreux pays africains ont formulé et appliqué des solutions intégrant le français et les langues nationales. Sous une forme expérimentale (Sénégal jusqu'en 1981, au Niger, etc.) ou de manière permanente inscrites aux programmes (Mali, Togo, Rwanda, Zaïre, etc.) les langues nationales ont fait leur entrée à l'école comme matières et/ou véhicules d'enseignement. A l'exception des cas du Rwanda et de Madagascar, les politiques linguistiques en vigueur ont malheureusement partout limité ces expériences au degré élémentaires du primaire.

Mais c'est dans le domaine de l'éducation des adultes, celui qui touche à la participation directe des populations au processus de développement économique, social, civique, que la totalité des Etats ont été le plus loin. Les programmes d'alphabétisation et de post-alphabétisation, en langues nationales, ont presque partout fait partie des priorités nationales. Grâce aux moyens propres, à ceux des privés ou des coopérations bilatérales ou multilatérales, des sérieux projets d'alphabétisation sont mis en oeuvre permettant aux hommes et aux femmes jusque là exclus de l'univers de l'écrit à excéder à des connaissances et savoirs indispensables à leur épanouissement. Plusieurs études ont décrit les rapports entre l'alphabétisation, d'une part, et l'amélioration de gestion quotidienne, la production agricole, la continuité et la conservation des informations, interaction des connaissances traditionnelles et modernes, la participation civique et les progrès sanitaires et hygiénique... d'autre part.

C'est à travers les instruments modernes de communication des masses que les politiques linguistiques africaines se sont le mieux exprimées. Nous l'avons dit, aucun pays de l'Afrique francophone, comme d'ailleurs partout en Afrique, n'a négligé les grandes possibilités qu'offrent la radio et la télévision pour faire participer l'ensemble de sa population à la vie nationale. Les langues nationales ont acquis une place de choix dans les médias officiels. Et le crédit horaire qui leur est réservé se trouve, dans certains pays (Burundi, Madagascar, Niger, etc.), supérieur à celui du français. Grâce à elles, les médias d'Etat diffusent des informations, transmettent des messages et vulgarisent des connaissances, éduquent et sensibilisent les populations en vue de la réalisation des objectifs de développement. En plus de leur fonction récréative, les médias revalorisent les cultures „propres“ et contribuent par delà à la formation d'une culture nationale.

Les langues nationales sont également présentées dans l'administration publique, où un certain nombre de pays les ont officiellement décrétées langues de travail à côté du français. Ailleurs, plusieurs études ont montré que l'administration est souvent de facto bilingue, écrite en français et orale en langues nationales. Celles-ci sont également abondamment utilisées dans les communications politiques, la vie religieuse et les manifestations culturelles.

Pour permettre au français et aux langues africaines de remplir de manière complémentaire ces différentes fonctions, les Etats francophones d'Afrique n'ont pas manqué de prendre les textes législatifs et administratifs appropriés. La République Centrafricaine a adopté une loi linguistique fixant le sango et le français comme langues officielles en leur impartissant des champs d'intervention respectifs. La constitution de plusieurs autres pays (Burundi, Comores, Congo, Mauritanie, Sénégal, etc.) mentionne le français, langue officielle et une ou plusieurs langues nationales. Des lois, décrets et textes administratifs ont été pris visant soit l'aménagement interne des langues elles-mêmes, notamment en ce qui concerne leurs orthographes, soit la définition de leur statut dans des secteurs déterminés: enseignement, administration, médias, système judiciaire.

Des efforts ont été entrepris dans le sens de la mise en place de structures d'accompagnement de la promotion linguistique. Il suffit de rappeler la création partout des directions nationales d'alphabétisation et de constater leurs missions par rapport aux langues nationales et au français. Il suffit également d'évoquer l'apparition dans les Etats africains des centres de linguistique appliquée, dont la mission, comme l'indique bien le décret portant création de l'Institut des langues nationales en Mauritanie, est essentiellement la promotion des langues nationales. La mise

en place de structures implique des investissements, que les Etats ont dû faire à la hauteur de leurs moyens. Elle nécessitait aussi la formation de personnel qualifié qu'explique l'apparition des départements de linguistique africaine dans la plupart des universités.

Si ce tour d'horizon permet de rendre compte de l'existence des politiques linguistiques dans les Etats francophones d'Afrique, il ne doit pas masquer le problème essentiel qu'il convient de poser. Y a-t-il adéquation entre les moyens mis en oeuvre et les ambitions et besoins d'une politique linguistique? Les politiques linguistiques africaines reposent-elles sur une planification entrant dans le cadre d'une politique générale de développement? La réponse à ces questions n'est certes pas aisée. Mais, nous aurions tort d'exiger dans le domaine de la politique linguistique des performances que par ailleurs ces pays n'ont pu visiblement réaliser dans d'autres secteurs: santé, éducation, commerce, agriculture, pour ne citer que ceux-là. Il est également fort à craindre qu'on tienne à voir les pays en voie de développement atteindre trop rapidement la perfection dans un domaine qui, quoique spécialement conçu pour eux dans les années soixante et soixante-dix comme on le sait, n'en demeure pas moins une exigence pour les pays riches qui y déploient encore des efforts.

Nous serions plus justes en faisant une nette distinction entre volonté et les responsabilités des décideurs et le rôle des linguistes africains par rapport à l'existence des politiques linguistiques, d'une part, et l'indigence des moyens dont disposent les pays francophones d'Afrique pour la mise en oeuvre de ces politique, d'autre part.

Références

- L.-J. Calvet, *Les politiques linguistiques*, Paris 1996.
- B. Dumont, „Alphabétisation fonctionnelle, vulgarisation agricole et utilisation des langues locales“, in: *Le courrier* no 119, 1990.
- A. Fal, „Les politiques linguistiques africaines: tendances générales et perspectives“, in: *Des langues et des villes*, Paris 1990.
- N. Kazadi, *L'Afrique afro-francophone*, Paris 1991.
- wa S. Lupukisa, *De quelques usages des concepts de politique, de planification et d'aménagement linguistiques*, Nice 1994.
- M. M. Ngalasso, „Etat des langues et langues de l'Etat au Zaïre“, in: *Politique africaine* 23, 1986.
- L. S. Senghor, „De la francophonie“, in: *Ethiopiennes*, no spécial Sommet de Dakar, 1989.